

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?679-introduction-generale-a-la>



Introduction générale à la brochure Â« Démocratie directe : Principes, enjeux, perspectives Â»



Pour un projet d'autonomie - Autonomie sociale : Démocratie directe -
Date de mise en ligne : jeudi 25 avril 2013

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte introduit nos brochures nÂ°20, 20 bis et 20 ter, Â« Démocratie directe : Principes, enjeux, perspectives Â».

Elle est en vente pour 3€ dans nos librairies. Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est aussi possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

Sommaire de la brochure nÂ°20 Â« Première partie : Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques Â» :

index.php?action=image_responsive&img=IMG/png/VignetteDDI.png&taille=200&1621970997

- Introduction générale (ci-dessous)
- [Donner sa voix ou prendre la parole](#)
- [Élections 2012 : l'oligarchie change de visage](#)
- [Le gouvernement représentatif contre la démocratie directe](#)
- [Les justifications théoriques de l'oligarchie](#)

Sa sortie a fait l'objet d'une [réunion publique en juin 2013, dont le compte-rendu est en ligne](#).

Introduction Générale

La démocratie directe commence, progressivement, à faire question. Les assemblées d'Espagne ou de Grèce [1] au printemps 2011, en commençant à mettre en pratique à une large échelle les principes de l'auto-gouvernement du peuple, ont popularisé en Occident un courant qui, jusqu'ici, restait marginal et ignoré. Aujourd'hui des discussions éclosent, inimaginables il y a dix ans, et une multitude d'initiatives apparaissent, plus ou moins heureuses, ouvrant des pistes inexplorées ou retombant dans des ornières idéologiques connues - souvent les deux à la fois.

Si ce surgissement, tout relatif, dépasse le stade des proclamations et des mises en pratiques ponctuelles, il pourrait être amené à occuper une place importante dans les années qui viennent. Car il procède d'un contexte très particulier qui, s'il ne l'explique pas, permet de saisir les enjeux de la situation [2].

Les trois impasses de la situation actuelle

Évoquons d'abord le pillage des oligarchies, qui ne s'habille même plus du prétexte de l'intérêt général. Depuis l'accélération de 2008, plus personne n'est dupe des mesures prises face à la « crise » déclenchée en 1973, et chacun, selon sa condition, comprend progressivement que les dominants sont en train de rompre un à un les

contrats qui les reliaient encore aux populations, leur concédant de moins en moins de contreparties. Ils ne promettent même plus le célèbre « bout du tunnel » et la conscience se ré-pand chez les peuples qu'il va bien falloir, à un moment ou à un autre, in-tervenir dans cet effondrement dont rien n'annonce la fin. Reprendre l'ini-tiative, donc - mais comment, sur quelles bases, avec qui et pour quelles perspectives ?

Car les ressources classiques autour desquelles les résistances sociales se sont organisées depuis des décennies, ou même des siècles, sont en dé-composition avancées. Cela fait longtemps que les syndicats et partis ont renoncé à simplement évoquer une autre organisation sociale, et on se de-mande à quoi elle pourrait bien ressembler. Les discours politiques tournent à vide, et même si la démagogie entre dans son âge d'or, les idéo-logies en présence font figures d'épouvantails fatigués n'offrant rien d'autre qu'un retour à un ordre ancien que l'on sait mystificateur. C'est ainsi que la « gauche » mondiale, molle ou bravache, se raccroche à un illusoire retour aux trente glorieuses [3]] pour contrer la propagation des discours les plus ré-actionnaires, voire le déferlement des extrêmes droites nationales ou reli-gieuses sur tous les continents et dans toutes les cultures. La démocratie di-recte, quoi qu'on entende par là, apparaît alors comme une possibilité en-core inexplorée de peser sur le cours des choses.

Enfin, dernier aspect de la situation, une multitude de bouleversements plus ou moins spectaculaires et apparemment sans liens entre eux, incon-nus il y a une cinquantaine d'années et qui viennent bousculer tous les repères connus, exigeant des approches radicalement nouvelles ; c'est bien sûr la question écologique, dont les conséquences à court ou long terme sont absolument incommensurables ou les scandales alimentaires et sani-taires, purs produits du « progrès » industriel. Citons l'emballement techno-logique, qui suscite d'autant plus l'engouement immédiat qu'il permet de fuir un monde que plus personne ne veut regarder en face. Et il y a ces changements de comportements millénaires qui déstabilisent comme ja-mais les cultures traditionnelles, l'insignifiance grandissante de la vie contemporaine et la désorientation totale de la jeunesse, etc. Face à une histoire qui semble devenue folle et qui déshumanise sans retour nos socié-tés, comment ne pas vouloir que les populations exercent un contrôle sur ce qui se fait en leur nom, et dont elles sont les premières à payer l'addition – dont on commence seulement à évaluer le montant ?

La démocratie directe comme réponse

Cette énumération, sinistre entrée en matière, n'est pas gratuite : elle permet de comprendre la nouvelle ère historique dans laquelle nous en-trons, et les espoirs placés par un nombre restreint mais croissant de per-sonnes dans l'auto-gouvernement des peuples. Certes, la démocratie directe peut être un recours mythique de populations affolées par la dégradation croissante de leur condition, refusant le deuil de la société d'abondance. Mais elle peut aussi être le ferment de pratiques collectives inédites, le chantier de solutions pratiques, l'ouverture de nouveaux modes de pensée, le tâtonnement de l'humanité cherchant un moyen de sortir du sombre cul--de-sac dans lequel elle s'est engouffrée tout entière.

C'est bien entendu dans cette perspective que cette brochure en trois vo-lets se situe. Elle n'est pas, comme les précédentes, une réponse à des évé-nements ou des situations précises, comme l'ont été le mouvement contre la réforme des retraites, les soulèvements arabes, le mouvement grec ou les questions identitaires [4] : elle veut, à leur suite, donner un sens à l'état actuel du monde et dégager des perspectives d'actions, mais surtout fournir des éléments d'analyse générales pour tous ceux qui s'engagent dans le combat de l'émancipation. Mais on ne trouvera pas dans ces pages des solutions qu'il n'y aurait qu'à cueillir, les témoignages époustoufflés d'expériences mi-raculeuses ou les effets de manche volontaristes qui constituent la règle en ce domaine : les anxiolytiques ne sont pas une politique et la lucidité et la rigueur sont de mises s'il est question de responsabilités individuelles et collectives, c'est-à-dire de liberté. Comme toute idée qui se développe, la démocratie directe est sujette à tous les malentendus, les contresens, les ré-cupérations, les manipulations : avant de présenter les textes qui consti-tuent cette brochure, sans doute est-il utile d'en pointer quelques-uns, en guise de clarifications préalables.

Ce que nous (n')entendons (pas) par démocratie directe

Auto-transformation radicale des sociétés pour une démocratie di-recte : voilà la direction que nous voulons pour le monde, et que personne ne décrètera jamais pour d'autres. Qu'il nous faille un tel assemblage de terme pour préciser notre projet en dit suffisamment long sur les incompréhensions et les quiproquos en cascade qu'il suscite. Plutôt que de nous ap-pesantir sur des abstractions, nous préférons esquisser quelques démarca-tions d'avec des initiatives et courants qui se réclament, peu ou prou, du peuple au pouvoir.

Les manipulations du pouvoir en place

Il y aurait d'abord, bien entendu, tout ce que les régimes comptent, de-puis des siècles, comme ressources pour s'annexer ou acheter l'aspiration du peuple à une plus grande maîtrise de ses conditions d'existence. Inutile de s'attarder sur les « participations », « consultations » et autre « manage-ment par le consentement » qui ne visent grossièrement que l'auto-servi-tude du travailleur, le consentement du résident, l'assentiment du citoyen. Signalons par contre ces tendances, allant jusqu'à l'extrême droite, qui pro-meuvent à haut cris des « référendums populaires » sur certaines ques-tions : il ne s'agit que de légitimer telle ou telle mesure présentée telle quelle (citons l'immigration, la sortie de l'UE ou la procréation assistée) en fonction de l'état ponctuel d'une « opinion » travaillée, canalisée puis son-dée, sans que jamais ne soient envisagés ni une information libre, ni des in-vestigations conséquentes, ni des délibérations contradictoires, ni, encore moins, une transformation sociale et politique.

La démagogie gauchiste

Il y aurait ensuite toutes les variétés de gauchistes, néo ou ex-marxistes à la façade plus ou moins bien ravalée reconvertis en altermondialistes, droits-de-l'hommistes intellectuels ou experts-en-la-chose, mais dont les in-terventions visent toujours la conversion ou la conquête de l'État – tandis que nous voulons sa fin. C'est ainsi qu'un Mélenchon, par exemple, reprend l'antienne de la VIe république, énième resucée de la IVe, agrémentée de gadgets institutionnels qui jamais n'érodent le principe de la représentation politique comme pivot de la vie sociale. On brandit alors le totem d'une as-semblée constituante, mais sans que jamais il ne soit question d'assemblées populaires décisionnelles au centre d'un nouveau régime. Le schéma est puéril : le peuple n'est « souverain » que le temps d'amener puis avaliser le changement de gouvernants – qui pourront congédier ultérieurement les ré-sidus qui refuseraient leur statut de gouvernés. L'exemple tunisien fait long feu.

Les impasses des libertaires

Bien plus proche de nous, du moins lorsqu'elles ne se sont pas ralliées de fait aux schémas de la catégorie précédente, les nébuleuses anarchiste et libertaire ou encore « autonome ». On peut y distinguer deux grandes ten-dances.

L'une, la tendance insurrectionnaliste se résume à un rousseauisme ba-vard qui s'acharne contre l'organisation sociale actuelle tout en exaltant une nature humaine profondément bonne, pervertie par la société actuelle, et qui se révélerait dans la félicité d'une insurrection destructrice et salva-trice. Ce spontanéisme insensé et intenable ne peut que frayer de diverses façons avec les libéralismes, le nihilisme postmoderne voire les courants les plus anomiques de nos sociétés.

De l'autre côté, un courant plus sympathique s'enracine historiquement dans la tradition du mouvement ouvrier et ses luttes emblématiques (Com-mune de Paris, Révolution Espagnole), et puise dans cette praxis autoges-tionnaire. Malgré le fait que nous partageons largement son projet de réor-ganisation radicale de la production, nous nous

démarquons franchement de son imaginaire économiste hérité du XIXe siècle qui lui fait si facilement passer la question politique au second plan en postulant que l'association libre et volontaire des producteurs, ouvriers et artisans répondra à toutes les questions multiples et complexes qu'implique l'organisation globale de la société.

En somme, ces milieux ne rejettent salutairement l'autoritarisme contre lequel ils se sont historiquement construits que pour mieux idéaliser un peuple éternellement abusé. Il y aurait alors pour eux à instaurer, à des degrés divers, un monde enfin débarrassé des intermédiaires, médiations, règles, pouvoirs ou institutions et des insondables questions qu'ils posent. Nous considérons à l'opposé que les tendances asociales, destructrices et meurtrières habitent le cœur de tout individu comme le centre de toute collectivité. Cette démesure qui caractérise l'humanité ne peut être contrée que par des dispositions politiques et une culture particulière visant à instituer et contrôler un pouvoir social collectif énonciateur de lois, de normes, de contraintes. Cette auto-limitation du peuple par lui-même, c'est l'autre nom de la démocratie, l'autonomie collective.

L'indignation à courte vue

Enfin, il y a ces générations politiques qui semblent se chercher sans fin, et dont une des dernières expressions a été le mouvement des « indignés ». Ils tentent sagement, autant que faire se peut, d'échapper aux familles idéologiques traditionnelles, leur histoire navrante et leur héritage impossible, pour en appeler à une « autre culture ». Mais c'est au prix d'une ignorance quelquefois revendiquée et, c'est plus grave, d'une naïveté auto-entretenu qui leur semble le seul moyen de conjurer le désespoir. Ces attitudes singulières les destinent évidemment à tomber dans toutes les chausse-trappes possibles et imaginables. Condamnés à rebondir de désillusions en désillusions, l'extrême-gauche comme les formations réactionnaires les piègent plus ou moins sournoisement à chaque fois qu'ils se heurtent brutalement à des réalités non-conformes à leur vision angélique quant à l'exercice du pouvoir, la gravité de la situation ou encore l'attitude des « victimes du système ». Reste aussi, sans que cela soit contradictoire avec ce qui précède, comme pour un E. Chouard, les sirènes du néo-chamanisme narcissique qui assènent ses solutions techniques : qui le tirage au sort, qui une constitution, qui l'assemblée générale, qui le consensus, qui la communication non-violente, qui le vote électronique, etc., jusqu'à l'éloge de la cyberdémocratie, qui débarrasse commodément la réflexion de toutes les tares trop humaines, trahit cette conception d'une « démocratie » sans peuple, et dans le même élan, pose le maintien implicite mais indiscutable de toute la société telle qu'elle est, magiquement agrémentée de bons gouvernants [5]. Pour nous la démocratie directe, telle que nous l'entendons, est une auto-transformation radicale de la société – et nous ne voyons pas comment il pourrait en être autrement.

Certes, le chantier est absolument énorme, balayé de vents mauvais et hanté de tous les naufrages du XXe siècle. Nous voulons ici en relever la topographie, poser quelques marques sur le sol, exhumer les inscriptions des vieilles pierres qui y affleurent, tracer quelques sentiers pour en faciliter le parcours, abattre les palissades mensongères qui le soustraient aux regards et dégager des voies d'accès. Travail futile, ou étrange, pour le passant ordinaire – le seul pourtant qui ait pour nous un sens.

Vue d'ensemble de la publication

Nous commençons ce fascicule par deux tracts. Le premier « **Donner sa voix ou prendre la parole ?** » a été diffusé quelques semaines avant la dernière élection présidentielle française et appelait à ne pas soutenir l'oligarchie en votant pour elle en résumant quelques arguments minimum. Le second, « **Élections 2012 : l'oligarchie change de visage** », dressait, quelques semaines après ce funeste scrutin, les sombres perspectives que cette nouvelle abdication électorale ouvrait et qui constituent depuis notre quotidien.

Notre troisième texte, « **La démocratie directe contre la Â« démocratie représentative Â»** » présente la globalité

de notre approche politique et so-ciale. Il s'agit d'abord de briser les reins au discours qui dépeint le système politique actuel comme une démocratie, alors qu'il est aisé de ramasser tous ses traits oligarchiques qui rendent le citoyen ignorant, impuissant, ir-responsable et malléable. Nous n'inventons rien : nous ne faisons que com-piler des faits disparates, que chacun reconnaît volontiers lorsqu'on les prend isolément. La mise en relation de ces faits, leur accumulation, forment un tableau devant lequel il est difficile de ne pas tirer de consé-quences. Mais cela demande également de lever un énorme malentendu historique : notre système représentatif a été conçu explicitement, aux États-Unis comme en France, contre la démocratie, c'est-à-dire pour que le peuple n'y exerce pas le pouvoir. Les multiples aspects démocratiques des régimes actuels ont été arrachés, chaque fois, par la lutte active et perma-nente des gens. Mais c'est à la disparition progressive de tout rapport de force organisé entre les clans régnants et les populations que nous assis-tons : pour l'expliquer, il faut remonter à l'effondrement progressif du mou-vement ouvrier et à l'avènement de la mentalité opportuniste et consomé-riste au cours du XXe siècle. C'est là le ferment de l'apathie qui laisse la voie libre aux offensives capitalistes. Reste à exposer l'héritage dont nous nous réclamons, les positions et principes que nous défendons, le type d'individu que requiert une démocratie véritable, le projet d'auto-organisa-tion des peuples que nous proposons.

« **Sur les justifications théoriques de l'oligarchie** », le dernier texte de ce fascicule, veut réfuter les théoriciens de l'ordre actuel, issus de ces an-nées 70 qui ont vu Tocqueville détrôner Marx chez les élites intellectuelles occidentales. Loin d'une déplorable tradition à « gôche » qui fait refuser tout débat de fond en discréditant a priori les adversaires, nous prenons les défenseurs de la « démocratie réellement existante » au pied de la lettre. Nous examinons leurs lectures de référence, et nous démontrons le biais idéologique qui leur fait prendre les précieux acquis démocratiques de nos sociétés pour une fin de l'histoire qui devrait bannir toute volonté d'instau-ration d'un véritable gouvernement du peuple. Incapables de concevoir un régime pleinement démocratique, tel que nous l'entendons, ils sont égale-ment aveugles au type anthropologique que nos sociétés secrètent comme à celui que nécessiterait une participation pleine et entière des gens aux af-faires publiques. Davantage : nous dégageons les convergences entre ces discours du pouvoir et la pseudo-subversion des courants post--modernes : tous deux bannissent le principe même de projet politique. Pos-tures fausse-ment antagonistes qui fondent le maintien de l'ordre et me-nacent en étau tout futur mouvement, comme elles ont contribué à tuer ce-lui d'Occupy Wall Street.

Le cinquième texte, « **Fausse figures de l'avenir** », qui ouvre la bro-chure nÂ°20bis, cherche à cerner les obstacles idéologiques auxquelles se heurte quiconque projette une auto-transformation de la société. Précisant à chaque fois notre conception de la démocratie directe, nous passons en revue cinq objections, formulées ou souterraines : les attachements popu-laires au mode de vie occidental, les tendances malsaines au catastro-phisme qui obèrent tout projet, la peur du totalitarisme comme véritable re-poussoir et comme faux prétexte, les impasses du spontanéisme politique et enfin l'obsession de l'utopie. Paralyant l'esprit et stérilisant l'action, ces « arguments » que l'époque oppose à son dépassement sont des rationalisa-tions de l'impuissance politique dans laquelle nous baignons. Mais elles in-terrogent aussi les milieux contestataires qui emprisonnent toutes les bonnes volontés dans des errements sans issue et les condamnent à bégayer les naufrages du XXe siècle.

Notre sixième texte, que seules des contraintes de mise en page nous empêchent de placer en dernière position, remet sur le métier la célèbre mais totalement délaissée question de l'organisation. Il s'agit de définir les modalités autour desquelles peuvent se former les groupes agissant pour une autre société. « **Notes sur l'organisation des collectifs démocra-tiques** », tire bilan de l'éclatement de la conception léniniste de l'avant--garde autour de 1968 au profit des luttes parcellaires qui refusent toutes vues politiques globales et des « communautés » où le vivre-ensemble veut se suffire à lui-même. En s'appuyant sur les luttes contemporaines où notre collectif s'est impliqué, en France et en Grèce, nous essayons de tracer une voie praticable avec ceux qui refusent autant la proclamation de dogmes vides que la démagogie militante acéphale. Nous voulons, et appelons à re-mettre la praxis au goût du jour, c'est-à-dire l'articulation conjointe de pro-jets de sociétés, de luttes de terrain et d'analyses permanentes de la situat-ion. Et cela ne peut se faire qu'au sein de groupes dont l'exigence de lucidité porte aussi bien sur la réalité sociale que sur leur propre compte.

Dans « **Ce que pourrait être une société démocratique** », septième texte qui constitue presque à lui seul le dernier fascicule, nous abordons de front le problème principal, et systématiquement évité, de la formulation explicite et aussi détaillée que possible du projet de société en lui-même. Nous cherchons d'abord à justifier l'exigence d'un tel travail, ses présupposés, et ses limites pour ensuite poser les grands principes sur lesquels reposerait un auto-gouvernement du peuple. La suite décrit une telle organisation, basée sur des assemblées de communes librement fédérées, les bases de son fonctionnement politique et économique, la coordination des sphères du travail, du pouvoir et de la propriété, en essayant systématiquement de dé-gager ce qui nous semble relever des difficultés temporaires, des problèmes de fond que seuls les gens d'alors pourront résoudre, les apories profondes dont nous ne voyons pas la résolution. La question de la transition, enfin, essaiera d'esquisser quelques lignes de forces qui permettraient, à partir du monde tel qu'il est, l'auto-transformation des sociétés pour une démocratie directe.

Notre dernier texte « **Déclaration fédérale des collectifs pour la démocratie directe** » en appelle à tout collectif se retrouvant dans ces positions. Ce requisit minima nous semble pouvoir amener à constituer une force politique capable d'intervenir dans les événements à venir

Collectif Lieux Communs Mars - avril 2013

[1] On lira notre [brochure n°18. Le mouvement grec pour la démocratie directe. septembre 2011](#)

[2] Les remarques qui suivent ont été évoquées dans le tract « [Crise économique et transformation sociale](#) », mai 2009 puis développées dans « [Entrée en période troublée](#) », introduction générale à la brochure n°18 & 18 bis, op. cit.

[3] Voir à ce propos « [Les conditions de validité du keynésianisme](#) », de Guy Farquette, *Le Crépuscule du XXe siècle*, n°25, décembre 2012.

[4] Cf. sur le site [les brochures Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins \(n°16. mars 2011\)](#), [Les soulèvements arabes face au vide occidental – l'exemple tunisien \(n°17 et 17 bis. avril et mai 2011\)](#), [Le mouvement grec pour la démocratie directe – le « Mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale \(n°18 et 18 bis. septembre et octobre 2011\)](#) et [Malaises dans l'identité – définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et l'extrême-droite \(n°19, mai 2012\)](#).

[5] On lira notre tract « [Les mouvements des indignés : potentialités, contradictions et perspectives](#) », juin 2011.